

que, privés de ce marché, nous aurions fait ces dernières années; je ne veux pas dire que nous ne nous sommes pas efforcés de nous créer d'autres liens économiques, ni que nous ne devons continuer de le faire.

Peut-être faudrait-il entendre par indépendance économique des garanties contre une participation excessive du capital américain à la mise en valeur du Canada.

Au Canada en 1955, les immobilisations se sont élevées à \$6,200,000,000. Pour 1956, on prévoit un montant sans précédent: 7 milliards et $\frac{1}{2}$, soit 23 $\frac{1}{2}$ p. 100 du produit national brut. Les investissements industriels au Canada s'accroissent à un rythme plus rapide qu'aux États-Unis et que dans la plupart des autres pays.

Depuis plusieurs années, nos épargnes n'égalent pas nos investissements, même si, par rapport au produit national brut, elles sont plus élevées qu'aux États-Unis.

La différence a été comblée par un apport de capital étranger, de provenance américaine en grande partie. Ces contributions extérieures ont été de 600 millions en 1955, mais n'oublions pas que la même année nos immobilisations ont dépassé 6 milliards. A moins de ralentir notre développement ou d'en modifier la formule, à moins d'accroître nos épargnes et d'investir davantage surtout dans les entreprises de spéculation, ce que nous ferons, j'espère, nous aurons encore un besoin absolu des placements américains, qui seront loin de nous être inutiles ou dangereux.

Ces investissements américains entraîneront-ils pour nous la perte de notre identité nationale? Contribueront-ils à faire du Canada une « banana republic »?

J'estime trop le patriotisme vigoureux et la fierté de mes compatriotes pour admettre que par leurs investissements les États-Unis puissent prendre en main notre sort économique et politique ou exercer sur lui une influence excessive. Nous ne sommes pas gens à accepter pareille ingérence.

D'ailleurs je tiens en trop haute opinion le bon sens et la sincère bienveillance de nos voisins du sud pour croire qu'ils en feront jamais la tentative.

A cet égard, ne donnons ni dans le défaitisme ni dans la démagogie. Quand le monde libre connaît un besoin croissant de coopération étroite, de confiance mutuelle et de cohésion, le temps n'est pas au chauvinisme politique ou économique.

Les appels à la sauvegarde de notre indépendance sont peut-être fondés sur la crainte, réelle ou imaginaire, que nous sommes en train d'abandonner à des intérêts américains

la maîtrise de nos ressources naturelles, de devenir, comme on le dit couramment, « des scieurs de bois et des porteurs d'eau » et encore les valets des Américains. Remarquons qu'aujourd'hui le scieur de bois n'est plus un manoeuvre mal payé; c'est un travailleur hautement spécialisé, respecté, qui peut toucher de quinze à vingt dollars par jour, plus que bon nombre de ses compatriotes; employés d'usines, de bureaux ou instituteurs.

Peu de Canadiens acceptent l'idée humiliante que nous courons le danger d'être exploités par les suzerains économiques d'outre-frontière et d'accomplir à leur profit les tâches ingrates.

N'oublions pas que le tiers du revenu national provient de la production manufacturière et que notre pays, qui compte 16 millions d'âmes, se classe à l'échelle mondiale, au sixième rang pour ce qui est de la valeur totale des produits manufacturés. Voilà des chiffres qui nous aideront à envisager la situation dans une juste perspective.

On nous rappelle souvent, et cette observation peut être de nouveau salutaire, que nos ressources naturelles, bien qu'abondantes, ne sont pas illimitées; qu'il faut les exploiter avec prudence et les conserver sagement pour les générations à venir. D'où se posent deux questions: les Américains ne dissipent-ils pas trop de nos ressources à leur propre profit? Ne devrions-nous pas diminuer nos exportations et produire davantage chez nous?

Voilà des questions très importantes et qu'il faut prendre au sérieux. S'il existe des courants d'opinion qui comportent des réponses de nature à nuire à notre développement national, les gouvernements doivent essayer de les rectifier.

Je n'ai pas à rappeler à un auditoire québécois que la direction du développement de nos ressources naturelles relève dans une bonne mesure des gouvernements provinciaux qui sont à bon droit largement responsables des modalités et de l'étendue de leur exploitation. De plus, dans un pays libre comme le nôtre et dans le cadre actuel de notre développement, serait-il sage que le gouvernement fédéral impose, comme on l'a suggéré, des contrôles restrictifs en vertu desquels nous exporterions plus de produits finis et moins de matières premières? Pareils contrôles pourraient aisément nous être plus nuisibles qu'utiles. Il n'est pas douteux qu'à ce stade de notre essor économique nous devons continuer d'exporter des quantités considérables de matières premières, condition de notre prospérité, de la stabilité de l'emploi chez nous et de notre puissance industrielle menaçante qui ne cesse de s'accroître.